

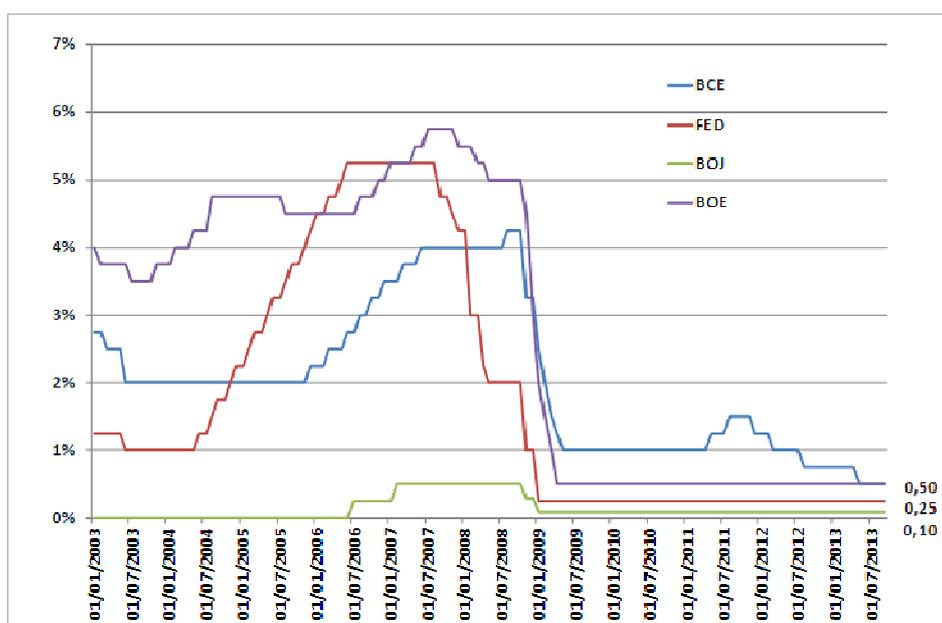
1 - Actualité nationale et internationale

Taux d'intérêt

La BCE maintient ses taux directeurs inchangés et confirme leurs niveaux actuels, ou plus bas, sur une période prolongée

Le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne a décidé de laisser inchangés les taux d'intérêt directeurs de la BCE. M. Draghi, Président de la BCE, a déclaré lors de sa conférence de presse que « Les tensions inflationnistes sous-jacentes devraient rester modérées à moyen terme dans la zone euro. Confirmant ce scénario, les évolutions monétaires, et en particulier celles du crédit, demeurent atones (...). Dans le même temps, la croissance du PIB en volume a été positive au deuxième trimestre, après six trimestres de contraction, et les indicateurs de confiance disponibles jusqu'en août confirment l'amélioration progressive attendue de l'activité économique en partant de bas niveaux. Notre politique monétaire vise toujours à maintenir une orientation accommodante dans la mesure justifiée par les perspectives de stabilité des prix et à promouvoir des conditions stables sur le marché monétaire. Elle apporte ainsi son soutien à une reprise progressive de l'activité économique. S'agissant de l'avenir, l'orientation de notre politique monétaire demeurera accommodante aussi longtemps que nécessaire, conformément aux indications fournies en juillet sur la trajectoire future des taux d'intérêt directeurs. Le Conseil des gouverneurs confirme qu'il prévoit que les taux d'intérêt directeurs de la BCE resteront à leurs niveaux actuels ou à des niveaux plus bas sur une période prolongée. Cette anticipation continue de se fonder sur le maintien, à moyen terme, de perspectives inchangées d'une inflation globalement modérée, compte tenu de la faiblesse généralisée de l'économie et de l'atonie de la dynamique monétaire. »

Taux directeur des principales banques centrales.



Chômage

Hausse du nombre de demandeurs d'emploi au mois de juillet en France métropolitaine

En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit à 3 285 700 à fin juillet 2013. Ce nombre est en hausse par rapport à fin juin 2013 (+0,2 %, soit +6 300). Sur un an, la progression du nombre de demandeurs d'emploi s'élève à 10 %.

Stabilité du taux de chômage en ZE17

Dans la zone euro (ZE17), le taux de chômage corrigé des variations saisonnières s'est établi à 12,1 % en juillet 2013, stable par rapport à juin. Dans l'UE28, le taux de chômage a été de 11,0 %, stable également par rapport au taux relevé en juin. Dans les deux zones, les taux ont augmenté par rapport à juillet 2012, où ils se situaient respectivement à 11,5 % et 10,5 %. Selon les estimations d'Eurostat, 26,654 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage en juillet 2013 dans l'UE28, dont 19,231 millions dans la zone euro. Par rapport à juin 2013, le nombre de chômeurs a diminué de 33 000 dans l'UE28 et de 15 000 dans la zone euro. Comparé à juillet 2012, le chômage s'est accru de 995 000 personnes dans l'UE28 et de 1,008 million dans la zone euro. Parmi les États membres, les taux de chômage les plus faibles ont été enregistrés en Autriche (4,8 %), en Allemagne (5,3 %) ainsi qu'au Luxembourg (5,7 %), et les plus élevés en Grèce (27,6 % en mai 2013) et en Espagne (26,3 %).

Inflation

Baisse des prix à la consommation en juillet en France Métropolitaine

L'indice des prix à la consommation (IPC) baisse de 0,3 % en juillet 2013, après une hausse de 0,2 % en juin. Par contre l'inflation augmente légèrement en glissement annuel, le taux de croissance annuel de l'IPC passe de 0,9 % en juin 2013 à 1,1 % en juillet 2013. Le repli de l'IPC trouve son explication dans la baisse des prix des produits manufacturés en raison des soldes d'été et du recul, saisonnier, des prix des produits alimentaires. Ces baisses sont en partie compensées par la hausse saisonnière, des prix des services durant la période estivale, par le rebond des prix de l'énergie (+0,3 % en juillet), et par la hausse au 15 juillet des prix des tabacs (+1,8 % sur le mois).

Légère baisse du taux d'inflation en zone euro

Le taux d'inflation annuel de la zone euro était estimé à 1,3 % en août 2013, en baisse par rapport au mois de juillet, où il était de 1,6 %, selon une estimation rapide publiée par Eurostat. Comme en juillet, l'alimentation, les boissons alcoolisées et le tabac devraient connaître le taux annuel le plus élevé en août (+3,3 % contre +3,5 % en juillet), suivis des services (+1,5 % contre +1,4 % en juillet), des biens industriels hors énergie (+0,3 % contre +0,4 % en juillet) et de l'énergie (-0,4 % contre +1,6 % en juillet).

Actualité législative

Ordonnance n° 2013-760 du 22 août 2013 portant adaptation à l'outre-mer des dispositions de la loi n° 2012-1559 du 31 décembre 2012 relative à la création de la Banque publique d'investissement. Cette loi habilite BPI-Groupe à réaliser ses missions dans les COM du Pacifique. Les modalités, l'organisation et la mise en œuvre seront fixés par convention entre les parties.

<http://legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000027886816&categorieLien=id>

Ordonnance n° 2013-792 du 30 août 2013 portant extension en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et dans les îles Wallis-et-Futuna des dispositions du titre I^{er} de la loi n° 2013-100 du 28 janvier 2013. Cette ordonnance étend la loi n° 2013-100 qui transpose la directive « monnaie électronique » et procède à l'extension, aux collectivités du Pacifique, de la définition de la monnaie électronique et des règles générales, notamment, qui s'y appliquent. Ce statut, dorénavant distinct de celui des établissements de crédit, se caractérise par un allègement des contraintes prudentielles (capital minimum et exigence de fonds propres), ainsi que par le maintien d'un haut niveau de sécurité pour la clientèle et de règles strictes en matière de lutte contre le blanchiment. L'ordonnance précise également les missions de l'IEOM en matière de surveillance de la sécurité de moyens de paiement pour les émetteurs de monnaie électronique et les établissements de paiement.

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000027914280>

2 – Actualité régionale

Japon : La BoJ évoque une reprise économique et poursuit sa politique d'assouplissement monétaire

Lors de sa réunion du 5 septembre le Conseil de Politique monétaire a estimé que « l'économie du Japon se reprend de façon modérée » et a maintenu sa politique d'assouplissement monétaire massif. La BoJ a notamment conservé intact son objectif d'élever son stock d'obligations d'État de 50.000 milliards de yens par an (385 milliards d'euros), afin de parvenir à une inflation annuelle de 2 % à l'horizon de 2015.



Chine : Reprise dans l'industrie et croissance du secteur des services

Poussé par la demande interne, l'industrie repart. Selon l'enquête mensuelle Markit-HSBC, le secteur manufacturier a rebondi en août après trois mois de contraction. L'indice PMI du secteur est remonté à 50,1 contre 47,7 en juillet. Le secteur des services a lui connu en août sa plus forte croissance depuis mars, toujours selon Markit/HSBC l'indice PMI a atteint 52,8 contre 51,3 en juillet.

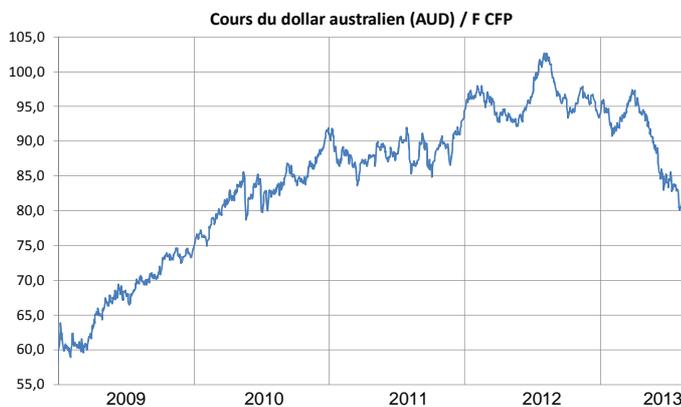


Australie : une croissance solide au deuxième trimestre

Au deuxième trimestre, le PIB australien croît à un rythme légèrement supérieur au précédent (+0,6 %, après +0,5 % chiffre révisé).

Sur un an la croissance se maintient à +2,6 %. Le secteur minier ainsi que les services financiers et d'assurance sont les principaux contributeurs à la croissance sur la période. Le ministre des Finances a toutefois précisé que « les secteurs non miniers de l'économie devront mener la croissance à l'avenir »

Lors de sa réunion du 3 septembre 2013, la banque centrale australienne (RBA) a décidé de laisser inchangé son taux directeur, à 2,5 %.



Nouvelle-Zélande : amélioration des termes de l'échange

La valeur des exportations a augmenté de 3,4 % au deuxième trimestre, soutenue par la hausse de prix des produits laitiers. Parallèlement, la valeur des importations a diminué de 1,5 %, grâce à la baisse des prix des produits pétroliers.

La banque centrale de Nouvelle-Zélande a décidé le 25 juillet de laisser son taux directeur inchangé, à 2,5 %.



3 – Brèves économiques locales

La stratégie numérique

Lors de sa réunion du 13 août, le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie a approuvé les orientations du plan stratégique pour l'économie numérique (PSEN). Ce plan a été mis en place en partenariat avec les Provinces, les associations de maires, le Congrès, l'OPT et la Caisse des Dépôts et Consignation. Il débutera au premier semestre 2014 pour une durée de 5 ans. Doté d'un budget de 8 milliards de F CFP, l'objectif principal du PSEN est l'utilisation efficiente des nouvelles technologies afin de mieux servir les citoyens et participer au développement du territoire.

Signature d'une convention pour le projet RESCCUE

L'Agence Française de Développement (AFD) et le Fonds Français pour l'Environnement Mondial (FFEM) financent à part égale un projet de coopération régionale dans le Pacifique Sud pour la restauration des services écosystémiques et l'adaptation au changement climatique. La convention signée le 13 août avec la Communauté du Pacifique Sud (CPS) porteuse du projet RESCCUE « Restauration of Ecosystems Services against Climate Change Unfavorable Effects », porte sur une subvention de 477,3 millions de F CFP pour une durée de 5 ans.

Promotion Cadres Avenir 2013

Le 13 août, le Haut-commissaire de la République recevait 60 stagiaires de la dernière promotion Cadres Avenir avant leur départ pour la métropole. Depuis la mise en place du dispositif en 1988, près de 1 400 jeunes calédoniens ont bénéficié de ce dispositif. Le budget annuel alloué au Programme « Cadres Avenir » atteint 610 millions de F CFP, il est financé à 90 % par l'Etat et à 10 % par le territoire.

Subventions pour les agriculteurs sinistrés

Lors de sa réunion du 13 août, le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie a décidé d'aider à hauteur de 194 millions de F CFP, les 242 agriculteurs sinistrés suite aux inondations des 2 et 3 juillet dernier dans une quinzaine de communes du territoire. Par ailleurs, le gouvernement a également approuvé, le versement d'une somme de 16,3 millions de F CFP aux 127 agriculteurs des communes de Poum et de Ouégoa dans le Nord qui avaient été touchées par le cyclone Sandra, les 11 et 12 mars 2013.

Projet d'assainissement des eaux usées dans le Grand Nouméa

L'Agence Française de développement (AFD) a octroyé le 6 août, un prêt de 893 millions de F CFP à la Calédonienne des Eaux (CDE) en charge des travaux du chantier de la Station d'épuration (Step) de Sainte-Marie. La Step est la pièce principale d'un système d'assainissement qui permettra de traiter les eaux usées de plusieurs principaux quartiers de l'agglomération de Nouméa. Démarré en mai 2012, le chantier devrait être livré en octobre 2013. Son coût (estimé à 3,6 milliards de F CFP) représente le quart du montant global de l'investissement du programme d'assainissement de la ville qui a débuté en 1987.

Transfert de compétences en matière de sécurité civile

Le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie a adopté lors de sa séance du 7 août, la création d'une direction de la gestion des risques. Cette structure permettra au gouvernement d'aborder le transfert de compétences en matière de sécurité civile. Elle s'articulera autour de trois services. Le premier concerne la prévention des risques technologiques et naturels et le deuxième, la formation et l'assistance technique aux acteurs de la sécurité civile. Enfin un service « opérations et gestion de crise » sera mis en place pour diligenter les moyens et les opérations de terrain.

Le nouvel or vert de la Nouvelle-Calédonie

L'Ifremer et Adecal Technopole viennent d'inaugurer le premier laboratoire calédonien d'études des microalgues. La réalisation de cet équipement de pointe a pu se faire grâce à des financements de l'Etat. Le projet AMICAL (Aquaculture Microalgues en Nouvelle-Calédonie) animé par des scientifiques, a pour objet de constituer une filière de production et d'exploitation. Ces plantes aquatiques riches en protéines et acides gras ont un potentiel de valorisation.

Vote du texte sur le gel des prix

Après deux jours de négociations entre élus, représentants syndicaux et patronaux, le gel des prix des produits et des services pour une durée de 18 mois a été voté le 30 août à la quasi-unanimité des élus du Congrès.

Publications

L'IEOM a publié les notes suivantes :

- NE n°104 – Tendances conjoncturelles - 2^e trimestre 2013
- Infos financières – Evolutions bancaires et monétaires au 30 juin 2013

L'IEOM a publié dans le cadre du partenariat CEROM :

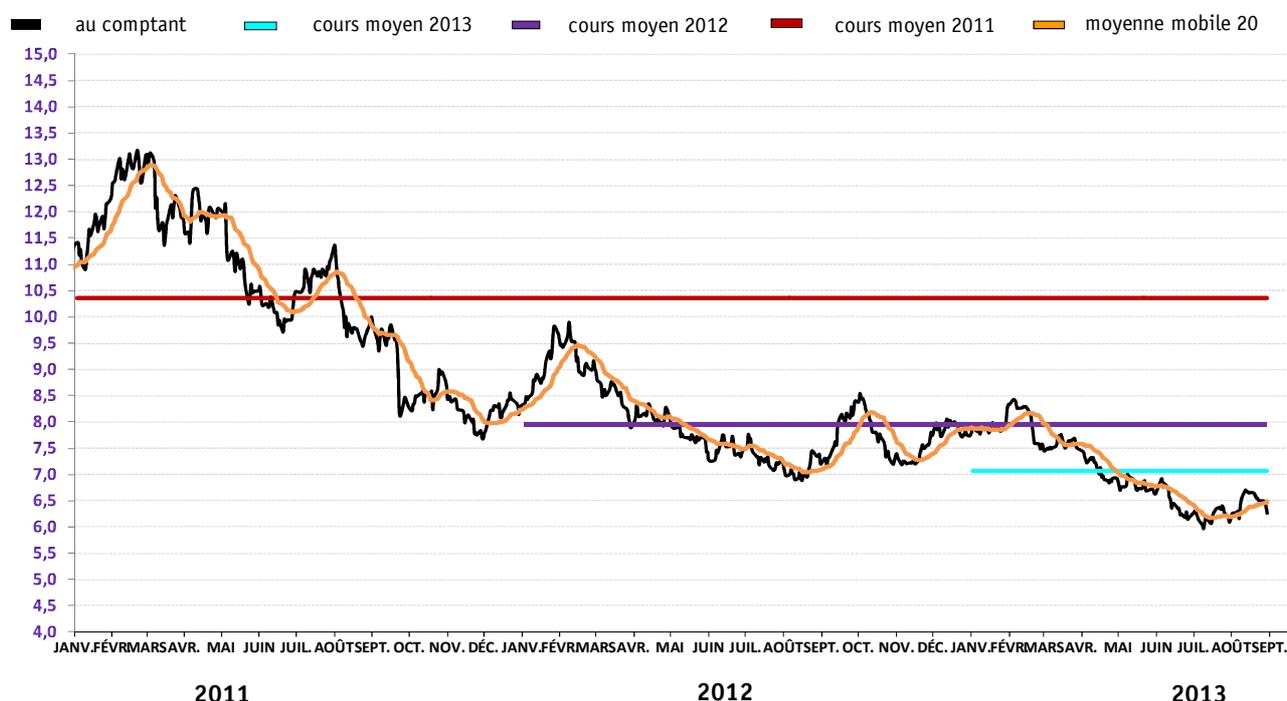
- Tableau de bord économique de la Nouvelle-Calédonie - septembre 2013

4 – Sélection d'indicateurs mensuels

INDICATEURS DE REFERENCE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Indice des prix à la consommation		août-13	104,9	-0,2%	1,1%
Nombre de demandeurs d'emploi		juil.-13	6 681	10,8%	7,4%
COMMERCE EXTERIEUR (en millions de F CFP)					
Exportations	mensuelles	juil.-13	7 931	-5,3%	-23,6%
	cumulées	juil.-13	67 072	-	-7,1%
Importations	mensuelles	juil.-13	25 635	11,4%	-0,5%
	cumulées	juil.-13	166 697	-	-6,5%
SECTEURS D'ACTIVITE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
NICKEL					
• Cours du nickel au LME en USD/livre		août-13	6,47	4,2%	-8,8%
• Cours du nickel au LME en F CFP/livre		août-13	580	2,3%	-15,0%
• Exportations de minerai (en milliers de tonnes)	mensuelles	juil.-13	171	-60,4%	-71,3%
	cumulées	juil.-13	2 231	-	-2,7%
• Exportations de produits métallurgiques (Ferronickel, matte, NHC, NiO) (en tonnes de nickel contenu)	mensuelles	juil.-13	5 826	41,1%	32,2%
	cumulées	juil.-13	37 671	-	1,7%
TOURISME					
• Touristes débarqués	mensuels	juin-13	7 408	14,1%	-5,4%
	cumulés	juin-13	46 185	-	-4,8%
• Nuitées	mensuels	juin-13	46 677	-2,7%	0,8%
	cumulés	juin-13	288 459	-	-6,3%
• Taux d'occupation mensuel des hôtels de Nouméa		juin-13	52%	+ 2,3 pt	- 1,2 pts
• Croisiéristes (p)	cumulés	mars-13	84 679	-	4,0%
BTP					
• Ventes totales de ciment (en tonnes)	mensuelles	juil.-13	10 794	14,1%	-5,2%
	cumulées	juil.-13	71 373	-	1,4%
• Index BT 21 (p)		juil.-13	101,66	0,0%	2,5%
• IRL (p)		juil.-13	119,34	0,2%	3,0%
CREVETTES					
• Exportations de crevettes (en tonnes)	mensuelles	août-13	39	-75,6%	-47,3%
	cumulées	août-13	832	-	10,8%
• Exportations de crevettes (en millions de F CFP)	mensuelles	août-13	51	-78,1%	-45,7%
	cumulées	août-13	1 246	-	18,2%
COMMERCE AUTOMOBILE					
Immatriculations de voitures particulières neuves	mensuelles	août-13	479	-13,7%	-35,9%
	cumulées	août-13	4 376	-	-15,9%

Sources : ISEE, IDCNC, DIMENC, DITT

ÉVOLUTION DES COURS DU NICKEL AU LME (\$/LB)



5 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse monétaire

en millions de F CFP	juil.-11	juil.-12	juil.-13	var 12/11	var 13/12
Circulation fiduciaire	14 692	15 665	16 180	6,6%	3,3%
Dépôts à vue	238 541	254 347	268 356	6,6%	5,5%
Total M1	253 233	270 012	284 536	6,6%	5,4%
M2-M1	98 088	101 812	108 090	3,8%	6,2%
Total M3	530 541	549 547	606 094	3,6%	10,3%

Concours de caractère bancaire

en millions de F CFP	juin-11	juin-12	juin-13	var 12/11	var 13/12
Entreprises	409 560	435 712	454 464	6,4%	4,3%
Ménages	371 959	395 785	405 638	6,4%	2,5%
Collectivités locales	47 887	54 132	67 761	13,0%	25,2%
Autres agents de CCB non ventilés	14 332	14 771	16 483	3,1%	11,6%
Total encours sain	835 693	900 400	944 347	7,7%	4,9%
Créances douteuses brutes	17 467	19 741	21 350	13,0%	8,1%
Total encours brut	853 160	920 141	965 697	7,9%	5,0%

Interdits bancaires

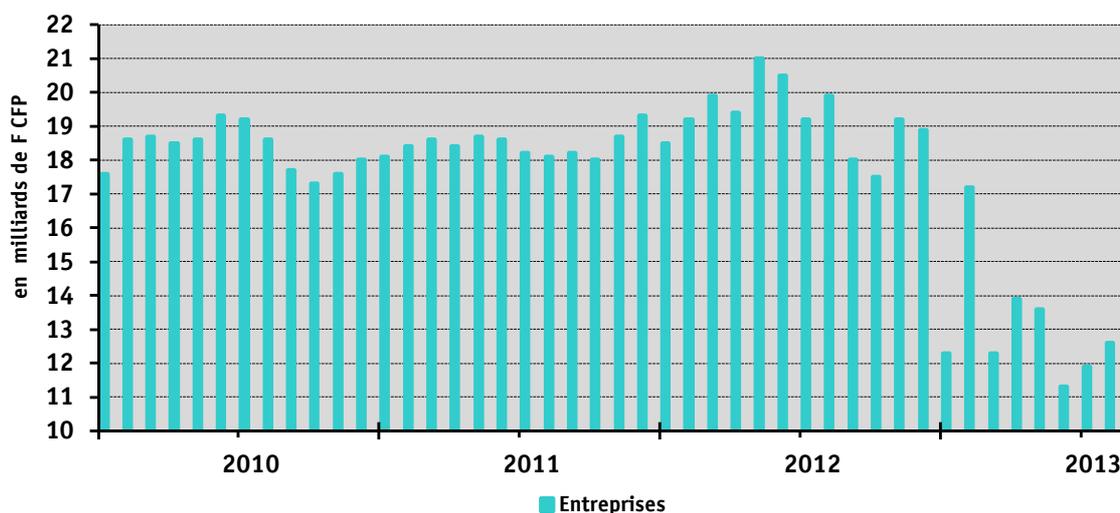
INDICATEURS IEOM		Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel	
Interdits bancaires	stock	août-13	7 757	1,1%	10,5%
	dont personnes physiques	août-13	6 890	1,2%	10,3%
	dont personnes morales	août-13	867	0,3%	12,5%

Cotation

INDICATEURS IEOM		Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel	
	Cotes valides	août-13	15 681	0,1%	4,5%
	Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	août-13	4 946	1,2%	1,3%

Refinancement des entreprises

INDICATEURS IEOM		Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel	
Refinancement (en milliards de F CFP)	Entreprises	août-13	12,6	5,9%	-36,8%



6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2012	2013	Var.
Indice des prix à la consommation	août	103,76	104,88	1,1%
Entreprises				
nb d'entreprises (a)	sept	54 650	57 098	4,5%
dont nb d'entreprises sans salarié (a)	sept	48 067	50 641	5,4%
créations d'entreprises	déc*	5 115	5 134	0,4%
cessations d'entreprises (p)	déc*	2 846	3 121	9,7%
liquidations judiciaires (nb)	juin	73	48	-34,2%
redressements judiciaires (nb)	juin	57	25	-56,1%
personnes morales en interdiction bancaire (nb)	août	771	867	12,5%
ventes de ciment local (tonnes)	juil	70 366	71 309	1,3%
importations de ciment (tonnes)	juil	43	4	-91,8%
total ciment (tonnes)	juil	70 409	71 313	1,3%
importations de biens d'équipement (M FCFP)	juin	16 582	14 303	-13,7%
importations de véhicules utilitaires (M FCFP)	août	5 408	3 989	-26,2%
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	août	2 462	2 609	6,0%
Ménages				
emploi salarié (nb)	mars	89 228	90 218	1,1%
dont secteur privé	mars	64 623	65 112	0,8%
dont secteur public	mars	24 605	25 106	2,0%
demandes d'emploi de fin de mois	juil	6 221	6 681	7,4%
demandes d'emploi de fin de mois (moyenne depuis le début de l'année)	juil	6 621	6 568	-0,8%
chômeurs indemnisés	juil	1 781	1 997	12,1%
montant horaire du Salaire minimum garanti (F CFP)	sept	887,6	899,3	1,3%
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	août	6 247	6 890	10,3%
décisions retraits cartes bancaires	août	2 287	2 032	-11,1%
incidents paiements sur chèques	août	24 025	25 548	6,3%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	août	5 201	4 376	-15,9%
importations de véhicules de tourisme (M FCFP)	août	11 712	10 270	-12,3%
importations de produits alimentaires (M FCFP)	juin	17 267	16 424	-4,9%
importations de biens de consommation courante (M FCFP)	juin	8 357	8 491	1,6%
Echanges				
nombre de touristes	juin	48 522	46 185	-4,8%
nombre de croisiéristes	mars	81 422	84 679	4,0%
taux d'occupation moyen depuis le 1 ^{er} janvier des hôtels de Nouméa	mai	57,2%	54,6%	-2,6 pts
moyenne des cours du nickel au LME en \$/lb sur l'année	août	8,06	7,07	-12,3%
cours du nickel au LME en \$/lb	août	7,10	6,47	-8,8%
exportations de minerai de nickel (en milliers de tonnes)	juil	2 294	2 231	-2,7%
exportations de minerai de nickel (M FCFP)	juil	11 127	9 809	-11,8%
exportations métallurgique de nickel (en tonnes de Ni contenu)	juil	37 053	37 671	1,7%
exportations métallurgique de nickel (M FCFP)	juil	55 673	48 597	-12,7%
exportations de crevettes congelées (en tonnes)	juil	677	793	17,1%
exportations de crevettes congelées (M FCFP)	juil	960	1 195	24,5%
exportations en valeur du nickel (métal+minerai) et des crevettes	juil	67 760	59 601	-12,0%
part de ces produits dans le total des exportations	juil	93,8%	88,9%	-5,0 pts
total des importations (M FCFP)	juil	178 249	166 697	-6,5%
total des exportations (M FCFP)	juil	72 208	67 072	-7,1%
taux de couverture	juil	40,51%	40,24%	-0,3 pt
recettes douanières (M FCFP)	mai	19 816	19 148	-3,4%
Indicateurs financiers (M de FCFP)				
Dépôts à vue	juil	254 347	268 356	5,5%
M1	juil	270 012	284 536	5,4%
M2	juil	371 824	392 626	5,6%
Dépôts à termes	juil	177 682	213 427	20,1%
M3	juil	549 547	606 094	10,3%
P1	juil	3 916	3 713	-5,2%
coût du crédit aux entreprises- court terme	janv	5,49%	5,28%	-0,21 pt
coût du crédit aux entreprises- moyen et long terme	janv	4,25%	4,53%	0,28 pt
coût du crédit aux particuliers - prêts immobiliers	janv	4,64%	4,68%	0,04 pt
coût du crédit aux particuliers - prêts personnels >181 920 F CFP	janv	6,79%	7,65%	0,86 pt
ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues (p)	juin	920 141	965 696	5,0%
Ménages	juin	395 785	405 638	2,5%
dont crédits à la consommation	juin	72 136	73 760	2,3%
dont crédits à l'habitat	juin	317 881	325 743	2,5%
Entreprises	juin	435 712	454 464	4,3%
dont crédits d'exploitation	juin	83 247	84 951	2,0%
dont crédits d'investissement	juin	230 640	238 235	3,3%
dont crédits à la construction	juin	109 046	115 268	5,7%
Collectivités locales	juin	54 132	67 761	25,2%
dont d'investissement	juin	52 713	65 661	24,6%
Autres agents de CCB non ventilés	juin	14 771	16 483	11,6%
créances douteuses brutes	juin	19 741	21 350	8,1%
taux de créances douteuses brutes	juin	2,1%	2,2%	0,1 pt
ensemble des actifs financiers	juin	640 252	697 445	8,9%
Ménages	juin	350 776	364 728	4,0%
Sociétés	juin	197 036	218 792	11,0%
Autres agents	juin	92 440	113 925	23,2%
dont assurances-vie	juin	101 819	103 970	2,1%

(p) : provisoire (a) : actualisé

*2011/2012

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE

	taux	date d'effet
taux de la facilité de dépôt	0,00%	08/05/2013
taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement	0,50%	08/05/2013
taux de la facilité de prêt marginal	1,00%	02/08/2013

TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER

	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicables aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	08/07/2013	0,15%	
taux de réescompte des crédits aux entreprises	28/05/2013	0,50%	3,25%
taux de réescompte des prêts bancaires au logement	01/04/2013	2,15%	4,45% à 4,90% (Taux SGFGAS à partir du 01/04/2013)
taux de la facilité de prêt marginal	28/05/2013	1,00%	
taux de l'escompte de chèques	28/05/2013	1,00%	

TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE

taux d'intérêt en fin de mois

	30/08/2013	31/07/2013	Var. M-1
EONIA	0,1070%	0,1430%	- 0,036 pt
EURIBOR 1 mois	0,1290%	0,1310%	- 0,002 pt
EURIBOR 3 mois	0,2240%	0,2280%	- 0,004 pt
EURIBOR 6 mois	0,3430%	0,3410%	+ 0,002 pt
EURIBOR 12 mois	0,5450%	0,5360%	+ 0,009 pt

taux de base bancaire

banques métropolitaines

taux	date d'effet
6,60%	15/10/2001

taux d'intérêt légal

année 2013

année 2012

taux	JORF
0,04%	01/03/2013
0,71%	08/02/2012

taux d'intérêt en moyenne mensuelle

	30/08/2013	31/07/2013	Var. M-1
TEMPE	0,0832%	0,0931%	- 0,010 pt
EURIBOR 1 mois	0,1280%	0,1250%	+ 0,003 pt
EURIBOR 3 mois	0,2260%	0,2210%	+ 0,005 pt
EURIBOR 6 mois	0,3420%	0,3350%	+ 0,007 pt
EURIBOR 12 mois	0,5430%	0,5250%	+ 0,018 pt
TMO	2,6300%	2,5100%	+ 0,120 pt
TME	2,4300%	2,3100%	+ 0,120 pt
TRBOSP	2,7500%	2,5300%	+ 0,220 pt

Définitions

EONIA: Euro OverNight Index Average
TEMPE: moyenne mensuelle de l'EONIA
EURIBOR: EUR. InterBank Offered Rate
TMO: taux moyen des obligations publiques (source: CDC)
TME: taux moyen des emprunts d'Etat à long terme (source: CDC)
TRBOSP: taux de rendement brut des obligations du secteur privé (dernier vendredi du mois)

taux des euro-monnaies

devise	USD			JPY			GBP		
	30/08/2013	31/07/2013	30/06/2013	30/08/2013	31/07/2013	30/06/2013	30/08/2013	31/07/2013	30/06/2013
taux JJ	0,150%	0,180%	0,175%	0,081%	0,081%	0,093%	0,460%	0,505%	0,495%
3 mois	0,300%	0,310%	0,320%	0,154%	0,157%	0,156%	0,530%	0,550%	0,560%
10 ans emprunts phares	2,780%	2,690%	2,540%	0,730%	0,800%	0,850%	2,780%	2,380%	2,450%

TAUX DE L'USURE (seuils applicables à partir du 1er juillet 2013)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts immobiliers		Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	7,99%
Prêts à taux fixe	5,23%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	3,63%
Prêts à taux variable	4,68%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	5,01%
Prêts-relais	5,44%	Découverts en compte (1)	13,36%
Autres prêts		Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	4,40%
Prêts d'un montant inférieur ou égal à 357 995 XPF	20,09%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts d'un montant supérieur à 357 995 XPF et inférieur ou égal à 715 990 XPF	15,77%	Découverts en compte (1)	13,36%
Prêts d'un montant supérieur ou égal à 715 990 XPF	11,05%		

(1) y compris commission du plus fort découvert

TAUX DE CHANGE

Parité XPF/ EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR

Demier cours fin de mois	1 USD/XPF	90,1638	1 NZD/XPF	70,0263	1 HKD/XPF	11,6277	1 GBP/XPF	139,7409	
100 JPY/XPF	91,7866	1 AUD/XPF	80,5207	1 SGD/XPF	70,7486	100 VUV/XPF	90,2715	1 FJD/XPF	47,3107